

Le premier ministre peut-il nous dire pourquoi le gouvernement accepte cet état de choses si facilement? Est-ce que 28,000 chômeurs canadiens est un nombre trop insignifiant, comme semble le croire le ministre des Finances, pour préoccuper véritablement le gouvernement?

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le nombre de Canadiens sans emploi est un sujet de grande préoccupation pour le gouvernement. Le budget qui sera présenté ce soir prévoit un autre mesure importante pour rétablir la confiance dans l'économie canadienne et relancer notre croissance.

● (1425)

M. Gray: Monsieur l'Orateur, lorsque le premier ministre était chef de l'opposition il prétendait que, pour relancer la croissance économique dans notre pays, il fallait créer un déficit stimulateur, c'est-à-dire un déficit important. Or, aujourd'hui, le ministre des Finances déclare qu'il faut absolument réduire le déficit budgétaire. Le premier ministre peut-il prévoir combien de Canadiens vont être mis au chômage l'année prochaine à cause de l'action du gouvernement ou plutôt son inaction, en plus de ceux qui le sont déjà?

M. Clark: Monsieur l'Orateur, pour nous démarquer clairement des pratiques de l'ancien gouvernement dans lequel le député jouait les seconds rôles, nous avons l'intention de divulguer ce soir des prévisions importantes sur l'évolution de notre économie et de dire quelles répercussions les nouvelles politiques contenues dans le budget vont avoir sur cette évolution.

* * *

PETRO-CANADA

L'UTILISATION DE LA SOCIÉTÉ POUR NÉGOCIER AVEC LE MEXIQUE

L'hon. Marc Lalonde (Outremont): Monsieur l'Orateur, j'aurais voulu poser ma question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, ou en son absence, au ministre suppléant de l'Énergie, mais comme il est absent de même qu'au moins dix autres ministres, je la poserai au premier ministre.

Une voix: Il est vraiment gentil.

M. Lalonde: Comme l'ambassadeur du Mexique au Canada a déclaré à Toronto hier que le Mexique préférerait traiter avec Petro-Canada pour vendre du pétrole à notre pays, le premier ministre peut-il nous dire si son gouvernement reviendra finalement à la raison au sujet de Petro-Canada, abandonnera son projet de démanteler la société et utilisera cet organe du gouvernement pour négocier avec le Mexique, ou si le gouvernement préférera encore dépêcher le président d'Imperial Oil pour régler des questions de ce genre, comme il l'a fait l'été dernier?

Questions orales

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il est ressorti nettement de nos discussions avec les représentants du Mexique et du Venezuela que Petro-Canada n'est pas indispensable pour les négociations au sujet du pétrole entre le Canada et ces deux pays. Au lieu d'envoyer des représentants de sociétés de la Couronne ou de sociétés privées, nous nous proposons d'envoyer des ministres au Mexique et au Venezuela en janvier, en vue de poursuivre les négociations qui sont sur le point d'aboutir et qui permettront au Canada de se procurer du pétrole au Mexique et au Venezuela, ce que le gouvernement précédent n'avait pas réussi à obtenir.

* * *

[Français]

L'ÉNERGIE

ON DEMANDE QUELLES MESURES SERONT PRISES EN VUE D'ASSURER DES APPROVISIONNEMENTS EN ESSENCE ET EN HUILE À CHAUFFAGE AUX QUÉBÉCOIS

M. Pierre Bussières (Charlesbourg): Monsieur le président, en l'absence du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Ce dernier sait sûrement qu'il y a eu un lock-out à la raffinerie Petrofina Canada Chemical Ltd. dans l'Est de Montréal, ce qui met en danger les approvisionnement en essence et en huile à chauffage dans l'Est du Québec. J'aimerais donc savoir quelles mesures le gouvernement va prendre aujourd'hui en vue d'assurer vraiment les approvisionnement aux gens du Québec à la suite de cet accord.

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur, comme l'honorable député l'a indiqué, c'est un lock-out, une interruption des services qui cause ce désaccord industriel. Pour le moment le gouvernement fédéral n'est intervenu que pour souligner à toutes les parties en cause le danger que représente pour la population canadienne cette interruption de la production de pétrole.

[Traduction]

LA PROMESSE ÉLECTORALE À PROPOS DE L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Souscrit-il à la déclaration qu'a faite le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources le 6 décembre au comité permanent des ressources nationales et des travaux publics, selon laquelle il s'attend à ce que les importations de pétrole demeurent à environ 250,000 barils par jour en 1990, soit sensiblement les mêmes qu'aujourd'hui, ce qui signifie que les conservateurs ont abandonné leur objectif d'autarcie énergétique d'ici 1990? Ont-ils renoncé à tenir leur promesse électorale concernant l'indépendance du pays sur le plan énergétique?